

# Flash des retraités et des retraitables

«Se rassembler pour défendre nos intérêts de retraités»

## RETRAITES, PRERETRAITES, LUTTONS POUR NOS DROITS, SOYONS A L'OFFENSIVE

### DANS CE NUMÉRO :

Soyons à l'offensive	1
Dates à retenir	2
Disparition de Stéphane HESSEL	2
CR de la rencontre du 4 mars	3
Augmentation du pouvoir d'achat	3
Augmentation du pouvoir d'achat (suite)	4
Bulletin d'adhésion	4

Depuis que le capitalisme existe son seul but est de s'enrichir en exploitant et en s'accaparant des richesses produites par le travail. Il refuse toute avancée sociale allant à l'encontre de ses intérêts égoïstes. Malgré leurs différences, les capitalistes savent s'unir face au monde du travail pour défendre leurs privilèges, avec l'aide bien souvent du pouvoir en place. C'est la lutte des classes dont 64 % des Français sont conscients.

Au cours de décennies de luttes parfois sanglantes, les salariés de notre pays ont obtenu des acquis non négligeables. Parmi eux, il y a, en particulier, celui du droit à la retraite au travers de la création de la Sécurité Sociale inclus dans le programme du Conseil National de la Résistance. Ce modèle social français est envié dans de nombreux pays.

A la faveur de la crise dont seul le capitalisme est responsable, le MEDEF s'ingénie, avec l'aide des médias, de certains économistes et politiques à son service, de démolir tous les acquis sociaux. Chaque jour, nous en voyons des exemples par les fermetures d'entreprises mettant au chômage des milliers de salariés, par des pressions sur les salaires et retraites dans le seul but d'accroître les profits de quel-

ques gros actionnaires.

Les retraités n'échappent pas à cette situation. Ils sont quotidiennement confrontés à des difficultés : dégradation du niveau de vie, attaques contre le droit à la santé (suppressions de lits dans les hôpitaux, dépassements d'honoraires, diminution des remboursements des médicaments...). Le pacte « territoire santé » et la future négociation de la convention nationale entre les centres de santé et l'assurance maladie font peser une autre menace sur ces centres. Par l'insuffisance de financement public leur permettant d'assurer leurs missions auprès de la population, il est envisagé la fermeture de certains centres, comme dans les Ardennes ou des restructurations comme en région parisienne. Le maintien de toutes les maisons de santé est primordial pour lutter contre la marchandisation de la santé et répondre aux besoins de tous. Par manque de logements sociaux, si on laissait faire, la loi « Boutin » chasserait de leurs appartements des retraités âgés qui habitent là depuis plusieurs décennies.

Les prix des transports et notamment des loisirs ne permettent pas, à de nombreux retraités, d'y accéder faute de moyens.

Les raisons de se battre ne manquent pas.

Actifs et retraités, c'est ensemble que nous parviendrons à faire entendre nos revendications.

Le 5 mars, avec les actifs, beaucoup de retraités étaient dans la rue.

Le 28 mars, pour leurs revendications spécifiques, les retraités étaient de nouveau dans la rue.

**Ce n'est que, par l'action sous toutes ses formes, en étant le plus nombreux possible, sans rien lâcher, que nous ferons avancer nos exigences.**



Des retraités des Yvelines, lors de la manifestation du 28 mars dernier.

## **DATES et INITIATIVES à RETENIR**

**Mardi 16 et Mercredi 17 avril 2013** : Stage des futurs retraités, Syndicat départemental, 8 Square de la Drôme, à Villepreux.

### **Congrès des UL**

**Mantes** : les jeudi 18 et vendredi 19 avril

**Yvelines Nord-Poissy** : les jeudi 30 et vendredi 31 mai

**Les Clayes sous Bois** : le mercredi 26 juin

Les camarades FAPT, habitant sur le territoire d'une de ces UL, peuvent participer au congrès.

**Mardi 9 avril** : Pour le progrès social, ensemble dans l'action

**Pour gagner ne comptons que sur nous-mêmes**

## **DISPARITION DE STEPHANE HESSEL**

Un hommage national a été rendu à ce grand résistant et diplomate français.

En 2010, son petit livre manifeste « **indignez-vous** » a été publié et vendu à 4 millions d'exemplaires dans près de 100 pays.

Il y encourage les générations montantes à conserver un pouvoir d'indignation.

Il y dénonce le système économique actuel fondé sur le profit individuel et propose un partage des richesses plus équitable.

On y trouve cette phrase qui pourrait résumer toute sa vie :

« **La pire des attitudes est l'indifférence** ».

Il ajoute « **Engagez-vous** » que ni les medias, ni le Président de la République n'ont repris.

Nous devrions mettre en exergue de nos écrits, comme un utile aide-mémoire, cette belle apostrophe

*« je vous souhaite à tous, à chacun d'entre vous, d'avoir votre motif d'indignation. C'est précieux. Quand quelque chose vous indigne, comme j'ai été indigné par le nazisme, alors on devient militant, fort et engagé »*

**Une vraie leçon de vie.**

## **COMPTE-RENDU de la RENCONTRE du 4 MARS 2013** **Avec le député socialiste,** **à sa permanence de Trappes**

Une délégation, composée de salariés de diverses entreprises (cheminot, énergie, territoriaux, Renault, Peugeot, La Poste) du secteur de Saint Quentin en Yvelines, a été reçue par JP Maille (suppléant de Benoît Hamon). 70 militants environ sont venus soutenir nos camarades.

Cette rencontre a permis d'exprimer la position de la CGT sur les conséquences de la signature de l'ANI (Accord National Interprofessionnel) du 11 janvier 2013 par certains syndicats minoritaires.

La secrétaire de la FAPT a déclaré être très soucieuse quant à la politique poursuivie, depuis quelques années, à La Poste (suppression massive des emplois, dégradation des conditions de travail, service public menacé par la fermeture de nombreux bureaux de poste).

Les camarades retraités du collectif de l'UL de Trappes et de la section FAPT participaient à cette rencontre. Cette démarche s'inscrit dans la journée du 5 mars 2013, en soutien aux salariés des entreprises concernées. C'est un recul social sans précédent (licenciement facilité, mobilité, baisse de salaire, etc ...).

La journée du 28 mars n'a pas été oubliée. Le pouvoir d'achat des retraités ne suit plus, le niveau des pensions stagne, les revalorisations prévues sont loin de compenser l'inflation. Les divers prélèvements viennent se rajouter aux existants. Toutes ces mesures aggravent le quotidien des personnes âgées souvent proches des minimums sociaux. Les négociations en cours concernant les retraites complémentaires ne sont guère encourageantes.

Une pétition, d'environ 1000 signatures dénonçant les pratiques de soins en général et au niveau local de l'Hôpital semi privé public de Trappes (non à la marchandisation de la santé, non aux dépassements d'honoraires) a été remise au député.

Toutes les prises de parole, actifs-retraités, dénonçaient les orientations prises par le gouvernement socialiste.



## **AUGMENTATION DU POUVOIR D'ACHAT,** **Le moyen le plus efficace pour** **relancer l'économie du pays**

En ce début 2013, la situation, en particulier sur le plan social, est loin de pousser à l'optimisme.

**Mais l'histoire n'est jamais écrite d'avance.**

Le gouvernement lorgne sur les retraités. C'est déjà les moins 0,3 % en avril et la disparition de la demi-part pour une partie des bénéficiaires ainsi que toutes les conséquences que cela engendre.

D'un autre côté, les marchés financiers s'enrichissent sur le dos des salariés, sur leur travail et hypothèques l'avenir de nos entreprises, de nos services publics. Les retraités comme les actifs sont mis à contribution en permanence et leur pouvoir d'achat diminue, va de plus en plus mal.

Aujourd'hui, trois autres débats sont en cours : celui de l'Unedic qui voit son déficit se creuser, celui des retraites complémentaires qui était prévu de s'achever le 1er avril 2013 et voici que surgit, ces jours-ci, la possible augmentation du taux de la TVA.

Les réserves financières des retraites complémentaires devraient être épuisées d'ici à 2020. En cause, leur crise et leur cortège de plans sociaux. Le MEDEF qui n'a que la précarité comme norme sociale propose :

.. / ..

(suite de l'article page 3, « Augmentation du pouvoir d'achat »)

- Le gel des pensions pendant 3 ans ou une revalorisation inférieure de 1 % au coût de la vie, pendant 5 ans. Dans les deux cas, ce sera une perte du pouvoir d'achat de 6 %,
- Un abattement de 10 % sur les pensions complémentaires pour les retraites prises entre 65 et 67 ans,
- Un durcissement à la pension de réversion dont le taux serait réduit de 60 à 54 %.

**Faire cotiser la participation, l'intéressement, les stocks options ou les actions gratuites rapporterait 12 milliards d'euros.** Cela comblerait complètement le déficit cumulé de l'AGIRC et de l'ARCO qui est à hauteur de **3,8 milliards**.

La politique du gouvernement, fondée sur la diabolisation de la dette et la hantise du déficit, risque d'avoir l'effet d'un pétard mouillé. L'exemple de la Grèce, de l'Espagne, du Portugal ou de l'Italie devrait servir de leçon pour faire d'autres choix que l'austérité et la ponction toujours sur les mêmes.

**Pour notre part, nous continuerons à militer pour une augmentation du pouvoir d'achat, seul moyen pour relancer l'économie de notre pays et freiner la paupérisation des retraités dont le taux ne cesse d'augmenter depuis 10 ans (12 % d'augmentation des demandeurs au resto du cœur).**

**Ne regardons pas le train des mauvaises réformes passer, arrêtons-le.**

Un exemple, parmi tant d'autres, montre qu'il y a de l'argent mais qu'il est très, très mal réparti.

L'intersyndicale dénonce la stratégie de l'entreprise SANOFI tournée vers « *l'enrichissement des actionnaires* ».

Le groupe a dégagé, en 2012, un résultat net de 8,179 milliards d'euros mais **45 %** de celui-ci leur est redistribué sous forme de dividendes. Dans le même temps, il projette de détruire 1 000 emplois en France. Cela permettra, toujours aux actionnaires, de s'enrichir encore plus.

**Arrêtons le train des mauvaises réformes pour les salariés, les sans emplois, les retraités et en même temps, faisons démarrer celui de la pénalisation du secteur capitaliste**

**Pour bloquer les attaques du gouvernement et du patronat,  
C'est ensemble, unis que nous devons agir**

**Pour être plus fort, je me syndique à la CGT**

Nom : ..... Prénom : .....

Adresse.....  
.....  
.....

Tél : ..... E-mail : .....

Date ..... Signature : .....

A renvoyer à CGT-FAPT 78 – Section Retraités -8, square de la Drôme – 78450 Villepreux